

Article

« La théologie universitaire et l'intelligence du devenir humain : en réaction à Jean-Marie Sevrin »

Robert Mager

Théologiques, vol. 14, n°1-2, 2006, p. 51-60.

Pour citer cet article, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/014309ar>

DOI: 10.7202/014309ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

La théologie universitaire et l'intelligence du devenir humain

En réaction à Jean-Marie Sevrin

Robert MAGER
Faculté de théologie et de sciences religieuses
Université Laval

Nous ne sommes plus au moyen âge ; désormais, la théologie ne dispose d'aucun poste précis dans la hiérarchie du savoir. Elle est confrontée avec la culture tout entière ; et sa pertinence dans la culture, il lui faut la chercher au plus creux, à ses risques et périls. (Dumont 1987, 210)

L'université contemporaine est une institution plurielle. Chaque université a son histoire, plus ou moins ancienne, et ses traits propres, creusés au fil du temps, dans un contexte culturel particulier. Certaines universités entretiennent un rapport étroit avec la théologie, le plus souvent en raison des circonstances de leur fondation. D'autres ne frayent pas avec elle. Si bien que toute réflexion sur la place de la théologie à l'université doit composer avec une diversité de situations, les plus surprenantes n'étant pas nécessairement les plus marginales.

On pourrait situer le propos à un niveau plus théorique, en prenant l'université comme telle, en tant que lieu de savoir critique d'une société, et la théologie comme réflexion de foi, ce rapport étant pensé sur fond de l'évolution actuelle des sociétés occidentales. Mais à ce niveau de généralité, les trois vecteurs pris en compte — université, théologie, société —

sont-ils saisis suffisamment concrètement pour que les remarques qui seraient faites aient quelque pertinence ? En outre, un tel propos risque de masquer ses conditions de production, c'est-à-dire la situation particulière de celui qui l'énonce.

Dans ce court texte, je ne me dispenserai pas de porter quelques diagnostics généraux. Mais il me paraît nécessaire de rendre d'abord compte explicitement des circonstances de ma réflexion. En effet, je ne puis faire abstraction du fait que l'université où j'ai œuvré au cours des dix dernières années a récemment fermé son département de théologie, dans des circonstances particulièrement douloureuses pour les professeurs et les étudiants. Cette histoire singulière, à laquelle j'ai immédiatement participé à titre de professeur, risque évidemment de marquer à l'excès ma lecture de l'évolution générale (si tant est qu'il y en ait une) ; elle a cependant l'avantage d'en constituer un épisode à la fois concret et, à mon avis, révélateur d'une dynamique d'ensemble.

1. Brève histoire d'une expulsion

L'Université du Québec est de fondation récente (trente-cinq ans). Créée dans la foulée de la révolution tranquille et du rapport de la Commission royale d'enquête sur l'enseignement (« Rapport Parent »), elle a notamment pour mission de favoriser l'accès à l'enseignement supérieur. Elle a pris la forme d'un réseau de constituantes régionales largement autonomes, chacune s'investissant dans un ensemble de domaines de recherche et offrant une variété de programmes de formation.

Trois de ces constituantes ont comporté dès l'origine des départements d'enseignement et de recherche en théologie chrétienne, voire catholique (Trois-Rivières, Rimouski, Chicoutimi). Il n'est pas innocent que ces constituantes se soient installées dans des bâtiments ayant appartenu à des communautés religieuses ou aux diocèses concernés et ayant été cédés à prix modique aux universités nouvelles. Les corps professoraux de ces nouveaux départements de théologie (ou de sciences religieuses) furent alors constitués à partir des grands séminaires existants. On se retrouva dans la situation paradoxale d'universités laïques fondées dans un contexte de déconfessionnalisation des institutions sociales au Québec, mais intégrant néanmoins des départements de théologie confessionnelle.

Ces départements ont prospéré pendant une quinzaine d'années, le nombre des étudiants atteignant un sommet au milieu des années quatre-vingts. Il a décliné par la suite, comme à peu près partout au Québec, ce

déclin correspondant à la baisse constante de la pratique religieuse au sein des nouvelles générations. À mon arrivée à l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR), en 1994, la situation s'avérait déjà préoccupante. En 1997, l'université donnait le premier d'une série de signaux annonciateurs d'une fermeture du secteur. Le pas décisif allait être franchi en 2002, avec le vote, au Conseil d'administration, d'une cessation des admissions aux programmes de baccalauréat et de maîtrise, et ce, contre l'avis de la Commission des études.

Les détails de cette histoire seraient d'un grand intérêt pour notre propos, mais il serait trop long d'en rendre compte ici. Je m'en tiendrai à une remarque d'ensemble, sous forme de paradoxe.

D'une part, de 1997 à 2002, le sort de la théologie à l'UQTR ne fut discuté qu'en termes économiques, voire étroitement comptables : clientèle étudiante, produits de formation, portefeuille de programmes, marché, efficacité, rationalisation, rentabilité, rendement, performance, etc. L'UQTR connaissait certes des années difficiles et cherchait à équilibrer son budget. Mais on aurait pu s'attendre à ce que, dans une institution dont la raison d'être est le savoir critique, le retrait d'un champ disciplinaire donne lieu à une réflexion de nature académique. Or, il n'y eut aucune discussion sur le fond. Les activités du secteur étaient déficitaires : il fallait le fermer. Inutile de faire valoir la contribution passée du département au développement de l'UQTR, à son rayonnement dans le milieu, au dynamisme de sa vie intellectuelle, à la qualité de ses programmes, à ses collaborations interdisciplinaires et interuniversitaires, à ses perspectives de développement : rien de cela ne parvenait à ébranler l'obsession du déficit.

D'autre part, paradoxalement, durant la même période, le déficit du département se situait dans la bonne moyenne des déficits départementaux, les trois quarts des départements de l'UQTR étant déficitaires. Or, certains départements, affectés par de forts déficits, jouissaient d'un soutien sans faille de la Direction de l'université : il s'agissait de secteurs proches de l'industrie, ou de secteurs de formation professionnelle. D'autres critères que le déficit entraient donc en ligne de compte dans la prise de décision, sans jamais être mis en débat. Pour autant que nous puissions en juger, il s'agissait de critères d'appréciation des disciplines en cause, des critères rendant envisageable la fermeture d'un secteur comme celui de la théologie, sans que cela ne provoque de tollé dans l'université ou le milieu. Par-delà la question financière, un enjeu culturel plus profond était donc à l'œuvre.

De cette brève histoire, à la fois partielle et partielle — comment faire autrement ? —, deux séries de réflexions peuvent être tirées concernant la place de la théologie à l'université. La première tient à l'asservissement de plus en plus manifeste de l'institution universitaire à la logique marchande. La seconde pointe vers une dynamique socioculturelle plus ancienne et plus profonde, à savoir la réduction de la pensée à un certain type de rationalité.

2. L'université et la logique de marché

Par-delà le cas de l'UQTR (mais celui-ci est emblématique), l'institution universitaire se trouve de plus en plus informée par la logique économique. Du moins est-ce ainsi que les choses évoluent au Québec. Après avoir soumis l'État à ses objectifs et ses conditions d'opération, le milieu économique exerce un contrôle de plus en plus serré sur un ensemble d'institutions sociales, dont les universités, qui se voient contraintes, de diverses manières, de jouer le jeu des entreprises promues au rang de bailleurs de fonds et de « partenaires ». Cette pression se fait immédiatement sentir dans les nombreux contrats et commandites qui sont signés dans les domaines scientifiques et techniques. Mais elle marque plus généralement l'université sur le plan idéologique, la culture universitaire tendant à se confondre avec la culture d'entreprise.

C'est en ce sens que le sociologue Michel Freitag a pu parler, dans un texte phare, du « naufrage de l'université » (1998). À partir du moment où l'université se comprend et se met à opérer comme une *entreprise de formation*, sa mission propre axée sur le savoir critique se trouve nécessairement reléguée à l'arrière-plan. Il n'y a plus de savoir qu'*utile*, immédiatement opérationnalisable. Tout ce qui, dans la culture, comporte une part de gratuité se retrouve hors-jeu. À l'inverse, tout ce qui est vendable, tout ce qui est susceptible d'intéresser une « clientèle » étudiante, devient pour l'université objet d'une possible mise en marché. D'où la tentation d'offrir de plus en plus de formations sur demande et sur mesure, adaptées aux « besoins ». D'où également les diverses tentatives visant à se doter d'un corps enseignant modulable à souhait (les chargés de cours), embauchable et débauchable au gré des fluctuations du marché. À ce jeu, les disciplines universitaires ne valent que par leur capacité à se rendre utiles, à s'inscrire dans le jeu de l'offre et de la demande, indépendamment, à la limite, de leur teneur et de leur poids dans l'histoire de la culture. Car la culture d'entreprise est une culture du moment présent. Elle ne s'intéresse qu'à ce qui vaut présentement ou à ce qui présente

un potentiel de valeur prochaine. Dans cette culture axée sur le marché, tout est dans la production et dans l'échange. Ce qui relève de la conservation, de la mémoire, de la durée, se trouve peu à peu disqualifié (Mager 2002, B13).

Comme d'autres secteurs du savoir fragilisés par la logique dénoncée ici, la théologie n'est pas sans ressource. Elle peut s'intéresser à des dynamiques sociales, les analyser, les éclairer, proposer de nouvelles avenues. Mais une grande part de son travail porte sur des enjeux de sens dont la fécondité pour l'existence humaine n'est pas toujours immédiatement monnayable, loin s'en faut. Son travail en est un de mémoire du passé, de jugement sur le présent et d'imagination de l'avenir ; elle dénonce tout autant qu'elle propose. En un mot, la théologie, comme d'autres secteurs de la pensée (je pense notamment à la philosophie, à l'histoire, à la sociologie), suppose, pour donner sa pleine mesure, une certaine distance par rapport aux attentes et aux besoins immédiats. Cette distance, l'université a été en mesure de la lui procurer par le passé, et continue de le faire en maints lieux. Mais elle s'amenuise.

3. L'université et la raison moderne

Mais les difficultés de la théologie dans l'université contemporaine ne tiennent pas uniquement, ni même d'abord à l'influence de la logique marchande. Elles relèvent également de facteurs socioculturels plus profonds : pour l'essentiel, le prestige de la rationalité scientifique et technique, qui tend à disqualifier toute forme de pensée qui ne s'inscrit pas dans ses paramètres.

Dans ce contexte, la théologie pourrait bien se maintenir ou disparaître au gré de circonstances particulières, mais le problème de fond reste celui de la légitimité même de la théologie comme discipline intellectuelle au sein de l'institution en évolution qu'est l'université contemporaine. Là se trouve le nœud du problème ; si celui-ci ne trouve pas de résolution satisfaisante, on peut penser que le processus d'expulsion va se produire en maints lieux. Expulsion, ou transformation de l'intérieur, la théologie se muant imperceptiblement en autre chose, notamment en sciences de la religion.

Ainsi, je suis frappé depuis longtemps par les diverses manières dont la théologie pratiquée au Québec a intériorisé les conditions d'exercice qui sont les siennes en milieu universitaire, et notamment la prévalence de la rationalité scientifique. Celle-ci définit toute démarche valable de pensée comme l'application d'une méthode par un sujet à un objet. Dans ce contexte, la pression est grande pour que le travail théologique, censé s'opérer à *partir*

de la foi comme assise, se mue en travail *sur la foi*, une foi objectivée, mise à distance, pour qu'elle devienne susceptible d'être « approchée » par diverses méthodes (historiques, sociologiques, psychologiques, etc.). On en vient peu à peu à ne plus tant *faire* de la théologie, qu'à travailler *sur* la théologie, ou sur tel ou tel aspect du phénomène religieux. Ce faisant, on est déjà dans une épistémologie qui est celle des sciences de la religion.

Je viens d'évoquer la manière dont la théologie se transforme en application d'une méthode à un « objet » religieux, et ce, au nom de la « distance critique ». Mais il y a d'autres signes de malaise. Ainsi, au nom de la performance en recherche, une autocensure s'installe, qui conduit à ne présenter aux organismes subventionnaires gouvernementaux que des projets relevant épistémologiquement des sciences de la religion (les projets proprement théologiques étant par ailleurs le plus souvent refusés). Au nom de la réflexion fondamentale, on assiste également à des réflexes compulsifs d'autojustification de la théologie (dans des colloques, des numéros de revue, etc.), la légitimité de celle-ci paraissant perpétuellement en question. Au nom de l'interdisciplinarité, on voit également se développer tout un ensemble de travaux de natures historique, sociologique, philosophique, etc., comme si la théologie tâchait de se garantir une légitimité en s'arc-boutant sur d'autres disciplines. Enfin, au nom de la fragmentation et de la relativité du savoir, la théologie paraît souvent demeurer au seuil de son projet, posant des « jalons », faisant des « approches », allant « vers » elle-même avec une sorte de retenue qui ne paraît pas entièrement attribuable à l'éclatement des connaissances et à la difficulté de proposer de nouvelles synthèses, mais également au malaise que je tente ici de cerner.

Par ailleurs, quand, dans l'université, fait-on appel à l'expertise propre de la théologie, à ce qui constitue le cœur de sa démarche ? Bien sûr, les théologiens sont parfois consultés en raison de leur familiarité avec tel ou tel aspect du phénomène religieux. Ils font alors œuvre d'historiens de la religion, de sociologues des groupes religieux, de spécialistes des écritures anciennes, d'éthiciens. Mais quand sont-ils invités à *faire théologie*, à partir de leur tradition de foi, et ce, dans l'arène intellectuelle commune ?

Il se produit ainsi une transformation de la *texture* même de la théologie, par sa situation dans l'université et, par-delà celle-ci, dans l'*ethos* intellectuel contemporain. On peut estimer qu'il s'agit là d'une évolution légitime ; il me semble plutôt que la théologie finit par parler toujours d'autre chose, que son malaise est de plus en plus patent, et que ce malaise

trahit une grave crise de légitimité académique. Il faut toujours se défendre d'être théologien à l'université, et ce n'est pas un hasard.

Tout se passe comme si la théologie souffrait d'une double disqualification. D'une part, elle est disqualifiée parce qu'elle s'intéresse à une réalité elle-même discréditée, la religion. Ceux qui travaillent en sciences de la religion connaissent le même discrédit, qui ne tient pas à leurs méthodes, mais bien à leur objet d'étude. Mais, d'autre part, la théologie est doublement disqualifiée parce qu'elle se réclame de cet objet et qu'elle entend s'élaborer *à partir de lui*: *fides quaerens intellectum*.

Il faudrait montrer ici que d'autres champs disciplinaires travaillent à partir de traditions particulières sans que cela leur soit reproché. La théologie fait l'objet d'un opprobre spécifique, parce qu'elle épouse une tradition qui, quelle que soit son importance effective à titre de matrice de la modernité occidentale, se trouve aujourd'hui répudiée en tant que fondement social. C'est la thèse de Gauchet, selon laquelle les sociétés occidentales se seraient émancipées de leur fondement religieux (1985 ; 1998). Dès lors, les théologiens seraient dans la situation de ces musiciens du Titanic, qui persistent à jouer pendant que le navire coule.

4. Pour une rationalité intégrale

Si tel n'est pas le cas, si, au contraire, la théologie est d'une importance vitale non seulement pour les individus qui croient, mais pour leur société plurielle elle-même, alors il faut montrer en quoi elle est actuelle. C'est là que se situe, à mon sens, le cœur de nos perplexités présentes. En effet, la théologie pourrait demeurer à l'université pour toutes sortes de raisons : performance, poids de l'histoire, connaissances en matière religieuse, etc., mais rien ne saurait pallier sa *légitimité épistémologique*, qui est présente-ment en question. À cet égard, il est courant d'évoquer un travail nécessaire sur les plans de la quête de sens, de l'éthique sociale, de la réflexion sur les finalités ; mais si tout cela concerne bien la théologie, rien de cela ne lui appartient en propre.

En fait, il ne suffit pas d'identifier une *spécificité* de la théologie, une contribution qui serait *complémentaire* à celle d'autres disciplines. Il faut encore montrer comment cette contribution revêt un caractère d'*universalité*, c'est-à-dire qu'elle doit pouvoir se mériter un assentiment de principe. La philosophie, la science expérimentale ou l'histoire ont beau donner lieu à maints débats d'école ; leur projet disciplinaire lui-même, en sa visée épistémologique fondamentale, n'est pas en question, parce qu'il est jugé de

valeur universelle. La théologie peut-elle invoquer une même universalité de principe et, si oui, sur quelle base ?

Je crois que, pour l'essentiel, tout tient au statut anthropologique de la foi en Dieu. La foi en Dieu est au cœur du projet théologique ; c'est sur cette assise que la raison théologique s'élabore. Or, la culture contemporaine tend à percevoir cette foi comme quelque chose de tout à fait contingent, comme une option parmi d'autres, légitime, certes, mais arbitraire. Une affaire de croyance qui relèverait des penchants personnels et du non-vérifiable. Quelle que soit la rigueur de la raison théologique, si sophistiqués qu'ils soient, ses travaux seront toujours suspects tant que la foi en Dieu n'apparaîtra pas, d'une manière ou d'une autre, comme la manifestation de quelque chose d'irréductible en l'être humain, qu'on le nomme sens, altérité, donation, sacré, mystère, ou autrement. La théologie fondamentale a ici une tâche capitale, qu'elle mène d'ailleurs avec beaucoup d'ardeur, celle de comprendre en quels sens la foi, et la foi en Dieu, manifeste une dimension essentielle de l'être humain, voire l'être humain en ce qu'il a de plus propre. Travailler en ce sens, c'est notamment montrer comment la foi n'est pas l'envers de la raison, mais un élément capital de ce que l'on pourrait appeler une *rationalité intégrale*, par-delà les bornes de la simple logique et de la rationalité instrumentale.

Il est de bon ton, dans une certaine théologie, de dénoncer la réduction de la théologie à l'anthropologie. Mais il ne faudrait pas confondre anthropologie et anthropocentrisme. Mettre en lumière l'importance anthropologique de ce qui se manifeste en termes de « foi » et de référence à « Dieu », ce n'est pas réduire Dieu à l'être humain, mais bien prendre la véritable mesure de l'ouverture en laquelle l'être humain se constitue¹.

C'est là que le travail de la théologie peut montrer sa pertinence universitaire. Contribuer, à sa manière, à l'intelligence du devenir humain, en luttant contre toutes les réductions de l'humain à la chose, et en marquant les ouvertures que permet la foi en Dieu. Pour ce faire, elle doit s'astreindre à comprendre l'humain dans toute sa complexité, en continuant à fréquenter les divers domaines du savoir qui éclairent cette complexité, notamment les sciences dites humaines. Mais elle doit également suggérer comment « Dieu est l'avenir de l'homme et du monde » (Jean-Paul II 2002), et non celui qui les enchaînerait au passé.

1. C'est là le projet qu'a mené, au cours des dernières années, le théologien Adolphe Gesché, récemment décédé, dans sa série d'ouvrages intitulée *Dieu pour penser* (Paris, Desclée de Brouwer, 1993-2003).

Références

- DUMONT, F. (1987), *L'institution de la théologie. Essai sur la situation du théologien*, Montréal, Fides (Héritage et projet 38).
- FREITAG, M. (1998), *Le naufrage de l'université*, Québec, Nota Bene.
- GAUCHET, M. (1985), *Le désenchantement du monde. Une histoire politique de la religion*, Paris, Gallimard.
- (1998), *La religion dans la démocratie. Parcours de la laïcité*, Paris, Gallimard.
- JEAN-PAUL II (2002), « Angélu », *Osservatore Romano*, 1^{er} décembre 2002, document accessible à <www.vatican.va/holy_father/john_paul_ii/angelus/2002/documents/hf_jp-ii_ang_20021201_fr.html> (page consultée le 30 juin 2006).
- MAGER, R. (2002), « L'université à cœur ouvert », *Le Devoir*, 93/128, 8-9 juin.

Résumé

Des difficultés financières conduisent certaines universités à remettre en question leur investissement en théologie. Mais par-delà ces difficultés, la théologie fait face à une grave crise de légitimité épistémologique, le prestige de la rationalité scientifique et technique tendant à disqualifier toute forme de pensée qui ne s'inscrit pas dans ses paramètres. Il n'y a d'avenir pour la théologie à l'université que dans la mesure où elle parviendra à montrer que la foi s'inscrit dans une *rationalité intégrale*, et que sa prise en compte est essentielle à l'intelligence du devenir humain.

Abstract

Certain universities cite financial difficulties as a reason for eliminating teaching and research in the field of theology. Beyond questions of dollars and cents, however, theology faces a serious crisis of epistemological legitimacy, since scientific and technical rationality tends to disqualify any mode of thinking that strays beyond its borders. The future of theology as an academic discipline is thus tied to its ability to demonstrate that faith constitutes an example of integral rationality, and that its study is essential to an understanding of the future of humanity.